Que faire face à la hausse du prix de l’essence ?

Article publié sur le site du NPA :

https://npa2009.org/actualite/economie/que-faire-face-la-hausse-du--rix-de-lessence

L’attaque de deux sites pétroliers en Arabie Saoudite a fait bondir le prix du baril de pétrole de 8 € (passant de 60 € à 68 €) entre le 13 et le 16 septembre. Il faut dire que l’attaque est de taille : elle a réduit de 60% la capacité de production de ce pays, ce qui représente environ 5% de l’offre mondiale. Néanmoins, les prix ont depuis reflué partiellement en raison du ralentissement économique et des excédents pétroliers mondiaux (avec notamment la forte dynamique de la production de pétrole de schiste états-unien), avec la constitution d’importantes réserves. Il n’en demeure pas moins que le marché reste sous tension compte tenu de la situation incertaine ou chaotique au Venezuela, Algérie, Libye, Nigeria, et de l’embargo états-unien sur les exportations iraniennes.

La conséquence inéluctable de la hausse des cours du pétrole est la hausse des prix à la pompe. Près d’un an après le début du mouvement des gilets jaunes, qui avait été déclenché par une flambée du prix de l’essence, le gouvernement cherche à déminer la situation. Alors qu’un rapport de la Cour des Comptes préconise d’augmenter la taxe carbone (composante de la TICPE : taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques), le gouvernement a déclaré qu’il n’y aurait pas de hausse de cette taxe en 2020. C’est la hausse de cette taxe qui avait déclenché le mouvement des gilets jaunes, et que le gouvernement avait dû annuler en décembre 2018.

Gel du prix de l’essence ! Pour la suppression de toutes les taxes sur la consommation !

Le nouveau chouchou des médias de la gauche bourgeoise, Yannick Jadot, vient de réitérer sa demande d’une hausse de la taxe carbone en 2020. Faute de s’attaquer à la racine du problème (le mode de production capitaliste), l’écologie de marché épargne les possédants et taxe les prolétaires, tout en leur faisant la morale. En effet, il est important de rappeler que les taxes sur la consommation sont les plus injustes : plus on

est riche, moins on paie d'impôt en proportion de son revenu, car les riches consomment une part moins importante de leur revenu. Environ 20 % du revenu des plus pauvres est aspiré par ces taxes indirectes sur la consommation, contre moins de 10% du revenu des plus riches. Un véritable racket fiscal !

A court terme, il est juste d'exiger un gel immédiat des prix du carburant. Il faudrait pour cela remettre en place une TICPE flottante pour ajuster les taux de la taxe au prix du pétrole. Au-delà de cette mesure d'urgence pour protéger les prolétaires des soubresauts du marché, il faudrait supprimer toutes les taxes indirectes sur la consommation (sauf celles sur les biens de luxe), augmenter la progressivité de l'impôt sur le revenu (avec un taux maximal de 100 %), et rétablir un impôt conséquent et progressif sur le patrimoine.

Sortir du mode de production capitaliste, structurellement productiviste et destructeur de notre environnement

Il faut être clair : les mesures fiscales ne régleront rien de fondamental, et notamment pas la question écologique, même si celles-ci étaient dirigées davantage vers les plus riches (taxe sur le kérosène, etc.) et les capitalistes (hausse des impôts payés par les grands trusts de l'énergie, etc.).

Il faut planifier l'économie pour faire décroître radicalement notre consommation d'énergie tout en satisfaisant les besoins fondamentaux de chacun. Si on veut réduire suffisamment les émissions de gaz à effet de serre pour éviter la catastrophe, il faut rompre avec la logique capitaliste, le marché et la libre concurrence. Si on veut que les objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre soient respectés, il faut en finir avec l'anarchie capitaliste qui nous mène droit à la catastrophe. Tant que les capitalistes auront la main sur les moyens de production, les mesures écologistes ne seront au mieux que des sparadraps. Il faut prendre collectivement le contrôle des grands moyens de production, contrôler les échanges extérieurs (en important ce qui est strictement nécessaire et en développant les circuits courts), développer les transports publics gratuits, permettre à chacun de vivre près de son travail.

Gaston Lefranc, le 22 septembre 2019